

Grand débat: les certitudes du chef Macron

ÉCRIT PAR LA RÉDACTION

8 février 2019

De l'ambiance aux propositions, le long débat avec les ultramarins

Le président pointe le financement de la vie politique locale par les monopoles

• *Les échanges d'Emmanuel Macron avec une soixantaine de maires ultramarins à l'Élysée auront duré sept heures, ce 1er février. Sans pause. Ambiance.*

« On doit essayer quelque chose de radicalement différent ! ». Emmanuel Macron, à l'usure, veille à avoir le mot de la fin. Il est alors 22h45, ce 1er février. Nul ne tient plus, en ce début de week-end, à s'attarder dans cette salle des fêtes de l'Élysée refaite à neuf, où une centaine d'élus de Guadeloupe, de Martinique, de La Réunion, de Guyane et de Mayotte ont pris place en début d'après-midi. Un à un, les élus se sont installés en carré, au centre de la pièce. Alignés dos au jardin, quelques quarante journalistes des médias nationaux et d'Outre-mer couvrent la rencontre. Ou photographient Nemo, le chien élyséen qui, derrière eux, s'ennuie au jardin. Le président se fait attendre.

Le soir tombe

Enfin, la ministre des Outre-mer Annick Girardin lance les débats, rythmés deux ou trois fois de courtes vidéos mêlant statistiques et témoignages. Un à un, des maires se lèvent, se présentent et posent leurs questions. D'entrée, un Réunionnais appelle au nom des Gilets-jaunes à parler de l'harmonisation des revenus. « *C'est pas un peu téléphoné ?* », sourit un

journaliste. Puis Guy Losbar maire de Petit-Bourg réclame un « *engagement national fort* » sur les sargasses. Des pentes du volcan de La Réunion aux plages de Martinique, des côtes de Miquelon à celles de Marie-Galante, de l'habitat insalubre aux sargasses, d'un futur port gazier aux prix des lignes aériennes, des immigrés à Mayotte au projet de mine d'or en Guyane, les questions jaillissent. Emmanuel Macron, son conseiller Outre-mer derrière lui, Ferdy Louisy maire de Goyave, à son côté, prend des notes. Le temps défile, le soir tombe. Debout, micro dans une main, fiches dans l'autre, le président qui se veut franc et précis, répond à chacun, glissant au passage des « *on va pas se mentir* », « *on y va, chiche !* ».

Le ton monte

En veste, puis en chemise, puis en manches retroussées, Emmanuel Macron évoque, allusif, ceux qui ont prolongé l'usage du chlordécone, ou le rôle des monopoles dans le « *financement de la vie politique locale* ». Victorin Lurel refuse de taire le lien probable entre chlordécone et cancer ? Le ton monte un peu. Idem quand Max Mathiasin critique la récente hausse d'impôt qui a ajouté « *la pauvreté à la pauvreté* ». Le président rabroue les parlementaires. Les maires, c'est leur jour, applaudissent. Les minutes passent, le week-end s'avance, des chaises se vident. Le président promet : « *On reverra ce qui ne fonctionne pas* ». Il sort lentement, salue Joël Beaugendre. La salle se vide. Quelques rapides interviews, autant d'assiettes de crevettes grillées qui tournent entre les rares qui s'attardent. Déjà, l'assistance a disparu dans la nuit.

Les idées retenues et les engagements pris par Emmanuel Macron devant les élus locaux à l'issue de la rencontre

Comme à chacun des grands débats auxquels il participe, Emmanuel Macron a retenu plusieurs idées émises ce 1er février à l'Élysée. Des idées qui émanaient, le plus souvent d'élus qui ne lui sont pas hostiles. Côté guadeloupéen, le chèque fiscal écologique de Ferdy Louisy a ainsi été salué d'un « *J'achète, banco !* ». Et Marlène Miraculeux-Bourgeois a obtenu l'annonce, assez floue, que des dépenses de fonctionnement pourraient, dans les petites communes, être financées pour gérer les sargasses. Pour sa part Maryse Etzol avait demandé au président que la

double insularité de Marie-Galante bénéficie de soutiens similaires à ceux donnés aux zones de montagne. Le président a répondu qu'il y était favorable pour... La Désirade, dont le maire Jean-Claude Pioche, avait dit la difficulté d'être bloqué plusieurs semaines. Il a annoncé « *une petite cellule interministérielle pour faire du cousu main* ».

Le président de la République a aussi répondu « *je suis favorable à la différenciation* » à Marie-Luce Penchard en rappelant que c'est son projet de révision constitutionnelle, avec un droit à l'expérimentation pas forcément à généraliser. Enfin il a dit son accord pour une recentralisation du versement du RSA réclamée par Josette Borel-Lincertin, présidente du conseil départemental. Il n'a pas répondu à la maire de Sainte-Rose Claudine Gabriel Bajazet qui demandait quand seraient prises les ordonnances sur la formation Outre-mer. Il n'a pas repris la critique de Jocelyn Sapotille contre « EDF qui favorise sa centrale diesel ou des bagasses importées au détriment des renouvelables, mais a admis qu'il y avait eu un raté sur la géothermie.

VIE CHÈRE

Le président a repris à son compte la responsabilité des situations de monopole ou d'oligopoles. Il a dit qu'il croyait sur ce point à la décentralisation et à la responsabilité confortée des préfets. Il a rappelé qu'il appartient à la DGCCRF de « *soit démanteler les monopoles, soit sanctionner les abus* ». Emmanuel Macron croit aussi que la vie est chère du fait du différentiel de rémunérations, surtout pour ceux qui ne bénéficient pas des sursurémunérations. La solution « *ça doit venir de nous !* », fustige-t-il, puisqu'il s'est engagé à ne pas y toucher pendant sa campagne. Tout en suggérant une « *transition de dix ans.* »

OCTROI DE MER

Sur ce sujet qui intéresse à la fois les milieux économiques et le financement des collectivités locales, Emmanuel Macron a répondu « *on y va, chiche !* » au maire de Fort-de-France. Ce dernier suggérait de monter un groupe de travail des élus locaux avec Bercy, Sébastien Lecornu et les fonctions de contrôle. L'objectif serait de « *challenger les dispositions censées nous avantager, analyser ça et produire un statut fiscal* ». Il a ajouté une piste en expliquant que « *la TVA n'est qu'à 8 %, ça fait*

1,5 milliard d'euros alors que l'octroi de mer génère 1,2 milliard. Si on fait une vraie réforme, on a une marge de manœuvre pour, au-delà de la production locale, faire baisser les prix ».

CHLORDÉCONE

Emmanuel Macron a rappelé qu'il s'était engagé à deux choses. « *Aller vers zéro chlordécone dans l'alimentation en accompagnant les acteurs. Ne pas dire qu'on ne peut plus faire d'agriculture. Il faut une politique de transparence et d'investissement* ». Sur l'indemnisation des professionnels, « *le sujet c'est l'ouverture des maladies professionnelles. Je ne me suis pas engagé à indemniser les gens. On doit ouvrir un guichet, dire qui a été exposé chez les ouvriers agricoles. Je veux que les gens puissent à partir de juillet, aller voir le médecin du travail pour être indemnisés. [Qu'on leur dise] Oui, vous avez une pathologie qui peut être classée maladie professionnelle. Les gens qui ne sont pas professionnels mais qui seraient contaminés par ingestion ne sont pas concernés (par l'indemnisation dans laquelle EM a dit que l'État doit s'engager).* » Et le président de renchérir : « *En revanche, le cas couvert, ce n'est pas le fait d'ingérer de l'alimentation car à ce tarif-là, c'est l'intégralité de population de Martinique et de Guadeloupe qu'on indemnise* ». Avant d'ajouter « *si au-delà de certains taux, l'ingestion est dangereuse, on verra. C'est pour ça qu'on fait les études* ». Étude réalisée avant l'été par l'Inserm a dit la ministre Agnès Buzyn.

SARGASSES

Emmanuel Macron a refusé le projet de loi demandé par Guy Losbar ou un prélèvement exceptionnel sur les compagnies d'assurances suggéré par un élu de Martinique. Il dit « *regarder avec elles ce qu'elles peuvent faire sur le risque véhicule, le risque personnel et sanitaire* ».

| Les réactions des Maires

- *Plusieurs élus guadeloupéens présents à l'Élysée ce 1er février pour le grand débat se sont confiés au Courrier de Guadeloupe à l'issue de ce marathon de questions-réponses qui aura duré plus de sept heures.*

Joël Beaugendre, maire de Capesterre-Belle-Eau

Dans sa question sur le chlอร์ดေးcone, le maire avait dit ne pas avoir imaginé « que l'État use de tant de manœuvres dilatoires pour ne pas rendre justice aux populations touchées dans leurs chairs ».

« J'ai une impression mitigée. Me dire qu'il n'y a pas de rapport prouvant l'imputabilité au chlอร์ดေးcone des cancers de la prostate montre qu'il n'y a pas de volonté de faire vraiment avancer les choses. Sur la concentration de chlอร์ดေးcone dans l'eau du château d'eau de Capesterre, j'ai pris l'arrêté de restriction dans ma commune (pour les enfants et femmes enceintes, ndlr). Mais à Goyave, Petit-Bourg, Gosier, Sainte-Anne, c'est la même eau ! Et pour eux, il n'y a pas d'arrêté ? Le président a admis qu'il y avait un problème. J'attends la suite ».

Jacques Bangou, maire de Pointe-à-Pitre

« Ça a été dense. Il faudra voir si on est capable, à partir de tout ce qui a été remonté par les maires, de mettre en application. Il y a eu une bonne écoute, des échanges bien discutés, et une vraie liberté de parole. Je ne vois pas un sujet qui ait prédominé. Je retiens le fait que l'idée de réunir une commission spéciale pour travailler sur les finances locales, proposée par le maire de Fort-de-France, a été acceptée. Le président entend s'engager vers une sortie de la surrémunération. Avec des arguments, mais sans dire comment on en sort sans casser le pouvoir d'achat des 94 000 fonctionnaires des Outre-mer. L'avantage, de ce débat, c'est de mettre les choses à plat. Tout est interdépendant : la lutte contre la vie chère, le combat contre les monopoles, les surrémunérations. Sur l'emploi, en revanche, et à part les expériences » zéro chômeurs « , je n'ai pas entendu de vraie réponse ».

Guy Losbar, maire de Petit-Bourg

Dans sa question, le maire avait demandé une modification législative pour impliquer davantage les compagnies d'assurances dans l'indemnisation des dommages causés par les sargasses. Et, toujours pour ces sargasses, qu'un fonds de solidarité régionale ayant été créé, que la solidarité nationale joue aussi.

« Qu'on le veuille ou pas, quelque chose restera. Sur le principe du soutien au développement des filières, ça va dans le bon sens. Sur les

surrémunérations, il s'était engagé dans sa campagne à ne pas les modifier. Il attend que l'initiative vienne de nous ».

Ferdy Louisy, maire de Goyave

L' élu a demandé de mettre en place un chèque fiscal écologie, sur le mode du chèque énergie, c'est-à-dire une réduction d'impôts locaux pour ceux qui investissent à des fins écologiques. Et il a proposé de créer un conseil communal écologique, composé de membres de la société civile, qui définirait les critères d'attribution du chèque fiscal écologique.

« Je suis satisfait qu'il ait dit banco à mon idée de chèque fiscal écologique. Ça permet de concilier écologie et pouvoir d'achat. Et le choix des critères par le conseil communal écologique, c'est de la démocratie participative, ça va dans le bon sens ».

Victoire Jasmin, sénatrice

« Les maires étaient contents de se retrouver. Les parlementaires n'avaient pas la parole. J'avais souhaité et j'ai donc apprécié que les maires se soient exprimés librement ».

| Les certitudes du chef

- *Emmanuel Macron a campé sur ses positions. Face à des élus sans réelle proposition, le chef de l'État a déroulé sa politique ultramarine.*

Une quinzaine d'élus de Guadeloupe ont participé le 1er février, au grand débat national, version Outre-mer, à l'Élysée. Face à la quantité négligeable des propositions des élus, le président de la République a pendant six heures, développé et défendu sa vision de l'Outre-mer. La séquence a été une leçon sur ce vers quoi l'Outre-mer doit s'orienter s'il veut assurer son salut. « *Distribuer l'argent public n'est pas la solution. Il faut développer les filières* », a martelé Emmanuel Macron. Les territoires d'Outre-mer dépendent à 80 % de l'extérieur. La solution du président ? Les 70 millions tirés de la suppression de l'abattement fiscal sur l'impôt sur le revenu contribueront à faire décoller de nouveaux acteurs économiques. La vie chère ? Emmanuel Macron propose de s'attaquer aux monopoles.

Ceux qui jouissent

Associé aux 40 % de sursalaire, le modèle économique est selon lui l'un des principaux vecteurs de la vie chère : « *Les milliers d'euros d'écart entre le prix d'une voiture vendue dans l'Hexagone et le prix du même véhicule en Guadeloupe ne peuvent s'expliquer par le coût du transport. Cette marge énorme, via des filières monopolistiques, entre dans la poche de grossistes, ou de distributeurs* ». L'État serait prêt à instaurer un ordre public économique. Encore faut-il que les élus soient preneurs. « *Ceux qui jouissent de ces monopoles financent aussi la politique locale. Si nous allons dans cette direction, nous devons y aller tous ensemble* », a prévenu le chef de l'État. Sur les 40 % de sursalaire, Emmanuel Macron n'a pas changé d'avis, « *c'est un mauvais dispositif* ». Toutefois, il n'y touchera pas. Promesse de campagne oblige. La responsabilité de les supprimer ou pas revient aux élus locaux. Un avis que le chef de l'État avait déjà formulé lors de la présentation du livre bleu fin juin 2018 à l'Élysée. Sargasses et chlordécone ont changé le ton de la réunion.

Chlordécone cancérigène

La rencontre est passée d'une absence de débat à la confrontation. Ni la proposition de Guy Losbar de faire contribuer les Guadeloupéens à la lutte contre les sargasses, ni le ton pathétique de Marlène Miraculeux-Bourgeois dans sa description des tonnes d'algues brunes dans sa commune de Capesterre de Marie-Galante, n'ont ébranlé le chef. L'échange avec Victorin Lurel à propos du chlordécone est monté d'un cran. « *Il ne faut pas dire que le chlordécone est cancérigène. (...) [ce] n'est pas vrai et cela alimente les peurs* », s'est risqué le chef de l'État. Dès le lendemain le professeur Blanchet et Luc Multigner directeur de recherches à l'Inserm dont la rigueur des travaux avait été mise en doute, ont infirmé ces propos. Dans un communiqué commun, ils ont répertorié les travaux sur le chlordécone. Ils confirment le caractère cancérigène de la molécule assassine.